

TRIBUNE LIBRE

Entretien avec Hélène Nocton¹

Hélène Nocton, Responsable de la bibliothèque de l'Institut Henri Poincaré, a reçu le 6 juin 1997 le Cristal du CNRS.

Propos recueillis par Martin Andler

Vous avez commencé votre carrière d'emblée dans le milieu des mathématiques ?

Oui. Je ne me destinais pas du tout à ça. J'ai eu une éducation assez stricte : j'étais faite pour me marier, j'ai donc appris la cuisine, à recevoir, à broder... Les études n'avaient pas beaucoup d'importance. J'ai quand même suivi des cours de secrétariat : je me destinais à être professeur de comptabilité. Puis il s'est trouvé en 1959 que la secrétaire de Jean Delsarte² s'est mariée. Delsarte, désespéré, cherchait quelqu'un. Le poste vacant m'a été proposé par une relation commune. Le critère essentiel était d'avoir une « bonne éducation ». Il avait besoin de quelqu'un tout de suite. Poussée par mes parents : « dans un milieu très bien, tu sais, il ne faut pas hésiter », j'ai interrompu mes études.

Hélène Nocton

¹ Entretien réalisé au mois de décembre 1997.

² Jean Delsarte, membre fondateur de Bourbaki, était professeur, à l'université de Nancy.

C'était déjà au CNRS ?

Oui. Je suis entrée, au CNRS en 1959, en octobre 1959. C'est assez drôle, d'ailleurs parce que le CNRS et moi sommes nés en 1939.

Vous étiez la secrétaire de J. Delsarte. Il était encore doyen ?

Il avait été doyen, il ne l'était plus. Je suis entrée sur un poste attribué pour aide individuelle à Bourbaki, qui était officiellement à Nancy.

Et Delsarte...

... était le président de l'association. Mais on ne m'a pas beaucoup parlé de Bourbaki quand j'ai été embauchée ; il y avait tout le secrétariat du département de mathématiques à assurer et Bourbaki.

Cette période à Nancy a duré jusqu'en ?

1964. Delsarte avait eu des problèmes graves de santé. Il était parti comme directeur de la maison franco-japonaise à Tokyo. Mais il dirigeait toujours la gestion de Bourbaki depuis Tokyo. Quand je lui ai annoncé que je me mariais, il a immédiatement écrit à Bourbaki que je devais être remplacée.

Son idée était que, naturellement, vous ne pouviez continuer à travailler une fois mariée ?

Exactement. Mais J. Dixmier m'a téléphoné pour me demander si je voulais continuer à Paris, parce que mon mari travaillait à Paris. J'ai dit : « bien entendu ». Cela m'a fait réellement plaisir de pouvoir partir en conservant mon travail ; autrement j'aurais demandé une mutation. C'est comme ça que je suis arrivée à Paris avec les valises de Bourbaki.

A cette époque, de toute façon, le centre de gravité de Bourbaki s'était déplacé vers Paris.

Il n'y avait plus personne de Bourbaki à Nancy. Mon déménagement a donc permis au secrétariat de Bourbaki de s'installer à Paris.

A l'École normale supérieure ?

M. Cartan était le directeur des études mathématiques à l'ENS. Il m'a trouvé un petit bureau et m'a installé là.

En 64 le centre de mathématiques de l'École normale était tout petit. Il y avait Cartan. . .

J.-J. Sansuc et aussi A. Gramain, agrégés-préparateurs et Mlle Nicole Marc³, qui est arrivée en même temps que moi comme secrétaire de H. Cartan. On a du mal à imaginer aujourd'hui le dénuement dans lequel nous vivions pour certaines choses. En 1959, à Nancy, j'avais une chaise en bois avec 2 ramettes de papier pour chaise de dactylographe. Pour Noël, j'ai obtenu une chaise. Quand je suis arrivée à Paris, j'ai demandé du papier à lettre. H. Cartan m'a répondu : « mais qu'allez-vous faire avec ce papier à lettre ? ». Une autre fois, il m'a demandé si je pouvais partager ma paire de ciseaux avec Mlle Marc. J'ai toujours entendu J. Delsarte dire « nous autres mathématiciens nous n'avons besoin de rien, à part du papier et des crayons ». D'ailleurs les demandes de crédit étaient toujours modestes. Presque tous les crédits passaient pour les besoins de la bibliothèque et quelques missions. Mais globalement, nous avions très peu de crédits par rapport aux physiciens.

Il a fallu encore une bonne quinzaine d'années avant que les mathématiciens ne s'avisent qu'on pouvait demander plus et qu'on pouvait obtenir plus — et que c'était utile ! Mais revenons à ce que vous faisiez pour Bourbaki.

Pour Bourbaki à l'époque, le travail essentiel consistait à taper les rédactions successives et le compte rendu des congrès. On ne me demandait pas de m'occuper de la préparation des congrès. Il fallait que les rédactions soient prêtes au jour et à l'heure.

Mais qui vous a appris à taper les mathématiques ?

Personne. J'étais très timide. Je n'aurais jamais osé demander à quelqu'un, sauf à J. Delsarte de temps en temps. Si je n'arrivais pas à lire un texte, j'allais demander à « Monsieur Le Doyen ». Mais la plupart du temps, il fallait se débrouiller soi-même. Les six premiers mois j'ai cru devenir folle. Mais je suis opiniâtre et j'y suis arrivée. Les premières rédactions étaient horribles : l'alphabet grec, les signes mathématiques. . . A partir du moment où j'ai trouvé dans le livre de théorie des ensembles de Bourbaki ce que voulaient dire les signes mathématiques, c'est devenu beaucoup plus facile. Au début, je ne savais pas lire ce que je dactylographiais. Alors je me disais des choses comme : « petit fourbi + petit fourbi = moyen fourbi ». A partir du moment où vous savez lire ce que vous faites, même sans comprendre, c'est déjà autre chose. . .

L'autre difficulté était de comprendre l'organisation générale du traité. Les rédactions Bourbaki étaient classées par livre. Il fallait comprendre à quoi correspondait quoi. Tous les six mois, un samedi, je rangeais les rédactions chez J. Delsarte, avec lui, dans des boîtes d'archives.

Mais le travail de Bourbaki était quelque chose d'extrêmement ingrat. Fatigant et démoralisant parce qu'il fallait aller très vite. Il fallait que cela soit fait le jour convenu et en le faisant on savait que huit jours après le congrès tout serait à refaire. Il y a un chapitre que j'ai tapé quinze fois. A la quinzième

³ Nicole Marc a été la secrétaire du centre de mathématiques de l'ENS de 1965 à 1986.

fois J.-P. Serre me téléphone en me disant : « arrêtez tout, je ne comprends plus rien ! » Donc on a remis cela en chantier. Le matériel était relativement vétuste : la machine à écrire avait un ruban qu'il fallait régulièrement rembobiner, le tirage des rédactions se faisait sur une machine à alcool.

Et le séminaire Bourbaki ?

Au début, à Nancy, je ne m'occupais pas du tout du séminaire. C'était P. Belgodère⁴ qui s'en occupait à Paris. C'est quand je suis arrivée à Paris que J.-P. Serre, responsable du séminaire, est venu me dire : « Madame, nous aimerions bien que vous vous occupiez du séminaire ».

Vous avez vu plusieurs générations de bourbakistes. Si je calcule bien, quand vous avez commencé à Nancy, J. Delsarte était président de l'association mais il avait dépassé la limite d'âge.

Je n'ai fait qu'effleurer la première génération : ils avaient tous dépassé la limite. Mais comme ils continuaient un peu au delà, je les ai quand même connus. Par exemple J. Dieudonné : c'était effrayant, il était colossal physiquement et colossal par le travail qu'il pouvait fournir.

Entre les générations, vous avez senti des coupures ?

A chaque génération ça c'est produit. J'avais d'ailleurs dit à J.-L. Verdier quand le groupe qui est arrivé avec lui est parti, qu'ils n'avaient pas recruté de jeunes suffisamment tôt. Il y a eu une coupure entre les générations. Après la première génération aussi.

En 1979, vous avez changé : vous avez quitté Bourbaki pour aller à la SMF.

Au bout de vingt ans de Bourbaki j'ai éprouvé le besoin de changer. Tous les ans, j'écrivais « au maître », au moment du grand congrès pour lui faire part de mes doléances. Cette fois-là, j'ai écrit que j'étais fatiguée de faire toujours la même chose. On refait sans cesse et puis rien n'aboutit... J'ai dit au maître que je souhaitais trouver un autre poste. Je n'étais pas pressée. Mon travail à Bourbaki, un peu fastidieux, me permettait de mieux pouvoir me consacrer à mes trois enfants. Quand ils ont été un peu plus grands et sortis de la tendre enfance, je me suis dit que j'allais prendre ma carrière en main et faire autre chose. Quand je suis partie de Bourbaki pour aller à la SMF, j'ai écrit une lettre à tous les membres, y compris aux membres honoraires, en leur disant que je n'allais pas quitter la communauté mathématique, mais que je voulais m'attaquer à d'autres tâches. Laurent Schwartz m'a répondu dans les 48 heures en me disant « bravo, il était temps de faire autre chose ! »

⁴ Paul Belgodère, normalien, agrégé de mathématiques, a fait sa carrière comme ingénieur au CNRS, responsable jusqu'à sa retraite de la bibliothèque de l'IHP de 1949 à 1986.

Vous entrez donc à la SMF comme secrétaire général.

La SMF venait d'être expulsée de l'IHP, comme tous les mathématiciens ou presque. Au début, j'ai été secrétaire du président puis au bout de six mois secrétaire général.

Le président était...

J.-L. Koszul, qui a été remplacé par M. Berger aussitôt après. Le trésorier était Jean-Louis Nicolas. M. Berger voulait un secrétariat qui soit vraiment rémunéré par la SMF.

Jusque là, c'était P. Belgodère qui était le secrétaire de la SMF ?

Bénévole — avec l'aide bénévole de Denise Lardeux. En quittant l'IHP, nous avons d'abord été hébergés par Paris 7, puis nous nous sommes retrouvés à l'ENS.

Empilés dans un seul bureau ?

Oui au début. Et vous savez, c'était un exploit. Nous étions quatre dans ce bureau. Quand le président arrivait, une de nous devait rester debout ! A la SMF on entend toujours dire qu'on va faire comme l'AMS. Mais il y a deux cent quarante employés à l'AMS. La comparaison me fait penser à la fable de La Fontaine. C'est la même chose pour la London Mathematical Society. J'ai vu leurs bureaux, leur immeuble, c'est immense ; ils sont très nombreux. On ne peut pas exiger de faire la même chose avec nos moyens.

Malgré ces difficultés matérielles, ça a été une très bonne période pour moi. C'était extrêmement intéressant, très varié. Les problèmes étaient vus à un degré au dessus. Bourbaki était quand même un groupe fermé, où je voyais les choses par un petit bout de la lorgnette. Tandis qu'à la SMF on voyait les choses du point de vue national. Il y avait aussi les problèmes d'édition. Le travail était un vrai travail d'équipe, avec un bureau, un conseil d'administration, des perspectives, des projets. Dans ces conditions, c'est bien plus facile de travailler, on voit où l'on va. Les décisions sont prises, il faut les appliquer.

A la SMF vous avez passé huit ans ?

De 1979 à 1987... Très peu de temps, je n'ai pas eu le temps de m'asseoir. Il fallait vraiment tout remettre en place.

Pourquoi êtes-vous partie si vite ?

Bernard Teissier, Nicole El Karoui et Michel Hervé s'occupaient de l'IHP. Ils étaient venus me proposer le poste de P. Belgodère, mais je n'avais pas accepté. Après son décès, ils sont revenus me voir : « il faut absolument que vous repreniez sinon tout va disparaître, le poste, la bibliothèque, on ne sait pas ce que cela va devenir. »

Pour quelqu'un de ma génération, l'IHP était le symbole de toute l'indifférence des mathématiciens par rapport aux questions matérielles. Un institut complètement délabré dont la gestion se faisait n'importe comment, qui avait sombré dans une espèce de maniaquerie administrative. . .

Toutes mes collègues me disaient : « tu es folle de reprendre un truc comme ça ! » P. Belgodère s'était enfermé progressivement. . . Mais je ne jetterai jamais la pierre à cet homme. Il s'est laissé engluier et en fait il a été manipulé par la communauté mathématique qui l'a exploité. C'était quelqu'un qui était extrêmement dévoué, qui ne savait pas dire non. Il faisait un travail énorme. La bibliothèque, la SMF. Rien que la SMF, c'est un emploi à temps complet ! Il était au comité national du CNRS, il assurait le secrétariat de plusieurs autres organismes. Et il s'occupait du Bulletin des sciences mathématiques.

Les mathématiciens étaient trop contents de se défaire des corvées.

Absolument. Il était normalien, donc chaque fois qu'un normalien venait lui demander quelque chose, il acceptait de bon cœur. Il se dévouait. La bibliothèque de l'IHP, c'est par manque de moyens et de temps qu'elle s'est dégradée.

Les mathématiciens, qui s'étaient installés à Jussieu, se sont désintéressés de la bibliothèque de l'IHP.

Il y a eu des restrictions de crédits et de personnel. Belgodère n'a pas pu y faire face. Cela-dit, si la bibliothèque n'a pas sombré complètement, c'est grâce à Mlle Lardeux, à son énergie, à son dynamisme. Ce qu'elle a fait est extraordinaire. Et je crois que les mathématiciens ne se sont pas rendus compte de son action.

Quand on m'a proposé l'IHP, j'avais été voir C. Godbillon à Strasbourg — c'était quelqu'un que j'aimais beaucoup — pour lui demander ce qu'il en pensait. Il m'avait dit « si vous arrivez à faire revenir les mathématiciens, si vous arrivez à remettre un peu de vie dans cette maison, ça vaut le coup. Et vous aurez de l'argent à partir du moment où les mathématiciens reviendront à l'IHP. »

Vous acceptez, vous arrivez à l'IHP en 1987-88 et que faites-vous ?

J'ai travaillé avec Nicole El Karoui et Bernard Teissier ; c'était vraiment un travail d'équipe. je faisais des propositions de journées, Nicole et Bernard en faisaient, nous avons toujours travaillé sur le même pied. Les membres de Bourbaki ont été extraordinaire avec moi, en particulier J.-L. Verdier et A. Douady qui nous ont énormément aidés. Je téléphonais à l'un d'eux : « Pouvez-vous organiser une journée IHP ? » Il venait et il le faisait. Chaque fois que j'ai appelé un mathématicien, un membre de Bourbaki, ou un mathématicien avec qui j'avais travaillé à la SMF, chaque fois c'était oui et une journée ou un colloque s'organisait. Si les mathématiciens font confiance au personnel administratif, ils arrivent à avoir des gens dynamisés. Mais on n'arrive pas à avoir des gens dynamisés en les laissant de côté, en disant qu'ils ne sont pas capables de comprendre.

On va venir aux questions sur le travail des personnels administratifs dans quelques instants. Mais revenons encore à l'IHP. Vous avez commencé à y travailler en 1987. En 1990, il y a eu la décision de L. Jospin de donner une grosse subvention pour la rénovation de l'IHP et le décret du 28 février 1990 modifiant son statut.

En 1989, j'ai demandé à ne m'occuper que de la bibliothèque ; je ne pouvais plus faire les deux, il fallait que je me consacre à plein temps à la bibliothèque. Une bibliothèque ne se gère pas comme un secrétariat, c'est un vrai métier, avec des vraies techniques qui évoluent à toute vitesse. Au début, quand j'ai dit que je préférerais m'occuper de la bibliothèque, je pensais « les petites fiches, etc. » Je me suis bien trompée car tous les six mois, les techniques changent.

Vous parlez de l'informatisation ?

L'informatisation n'est pas statique ; ça n'arrête pas d'évoluer. Maintenant, on travaille en réseaux ; il faut être administrateur de réseaux. Le métier de bibliothécaire est difficile car il demande une solide connaissance de l'informatique pour laquelle, ma foi, nous ne sommes pas encore bien préparés. Heureusement, il y a le réseau national des bibliothèques de mathématiques. C'est un réseau d'amitié et aussi un réseau de formation. Si on a un problème, on appelle quelqu'un à travers la France, on trouve une solution ensemble en trois secondes. C'est vraiment extraordinaire. La cellule Mathdoc, depuis un an ou deux assure également une aide précieuse auprès des chercheurs et documentalistes.

Vous êtes le premier ITA⁵ en mathématiques à recevoir le cristal du CNRS. Vous devez avoir beaucoup à dire sur les ITA en mathématiques.

Oh oui !

Les secrétaires (généralement des femmes) travaillent dans un milieu très majoritairement masculin et sur des choses incompréhensibles... C'est peut-être en mathématiques que la distance est la plus grande. Si vous aviez demandé à un moment donné votre mutation, mettons pour un poste dans un centre d'histoire ancienne, est-ce que vous n'auriez pas eu un sentiment très différent ?

Quand c'est à un haut niveau, on en arrive au même point de spécialisation. Par exemple, il m'est arrivé plusieurs fois de travailler avec un groupe de philosophes. C'est presque pire que les maths ! Je ne crois pas que le problème soit là. La différence que je ressens, c'est que le mathématicien s'enferme sur lui-même, dans ses problèmes à lui. Les ITA sont là pour accompagner le chercheur. Quand on fait partie d'un groupe, d'un laboratoire, si l'on veut que les ITA collaborent, il faut leur tendre la main. Il faut que le chercheur explique : « voilà mon projet ». Il ne s'agit pas d'expliquer le détail de ce qu'il fait, mais au moins de dire : « voilà où je veux aller et je compte sur vous pour m'y aider ». Et je crois que les mathématiciens ne font pas toujours cet effort. Il y a bien des conseils de laboratoire, mais les ITA sont à la traîne. J'ai eu la chance de connaître bon nombre de mathématiciens qui se sont mis à notre portée et qui

⁵ Ingénieur technicien administratif.

nous ont permis d'avancer. Je peux en citer : Jean-Louis Loday, par exemple, a pris le temps de nous expliquer les « fractales ». A la SMF il nous expliquait ce qu'il faisait, où il voulait aller etc. C. Houzel. . .

Que faisait C. Houzel ?

Des petits cours de vulgarisation de mathématiques. C. Houzel, quand il était président de la SMF, prenait son temps pour expliquer des choses qui pouvaient être abordées par nous et qui nous nourrissaient. Là on pouvait dire : « vraiment on accompagne le chercheur. » Mais cette démarche est relativement rare.

Revenons à l'attitude des mathématiciens vis-à-vis des ITA.

Les mathématiciens confondent un peu tout ; ils pensent qu'un ITA en mathématiques, c'est systématiquement une secrétaire. Souvent ils ne font pas la différence entre un ingénieur de recherche et un adjoint administratif. Un mathématicien demandera à un adjoint administratif de parler anglais, d'écrire en anglais, de gérer une revue comme si c'était un ingénieur. J'ai tort de généraliser car j'observe un très net changement depuis quelques années.

Comme s'il y avait seulement deux mondes, celui des mathématiciens et celui des secrétaires. . .

Voilà. Deux mondes séparés. Je crois que des efforts de chaque côté devraient être faits. Il n'y a pas si longtemps, j'ai participé à un concours en tant que président du jury. Il y a une secrétaire en chimie qui nous a dit « comme je ne fais plus de frappe technique, je me suis consacrée à autre chose ». Je pense que s'il y avait une meilleure collaboration entre chercheurs et secrétaires, elles pourraient vraiment être des accompagnateurs de recherches. Alors qu'aujourd'hui, comme on n'a plus besoin de secrétaire pour taper les maths — les mathématiciens le font eux-mêmes — les ITA peuvent avoir l'impression qu'on n'a plus besoin d'eux. Mais ce n'est évidemment pas vrai ! le chercheur pourrait très bien demander aux secrétaires de vérifier la bibliographie, de relire les textes pour repérer des fautes de frappe que le chercheur ne voit pas toujours. Il y a des techniques pour relire les épreuves. C'est extrêmement facile à apprendre à quelqu'un. Quand J.-P. Serre m'a confié le séminaire Bourbaki par exemple, il m'a dit que je devrais vérifier toutes les bibliographies des exposés. . . Il m'a montré, comment consulter les « Math reviews ». Cela pourrait être fait par tout le monde.

Ce que vous dites est frappant : J.-P. Serre qui a pris la peine de vous montrer comment on s'y prend. Cela ne s'improvise pas, pour vérifier une bibliographie, il faut apprendre ce qu'il faut vérifier et jusqu'à quel niveau de détail. De façon générale, les mathématiciens restent très individualistes — c'est en partie pour cela qu'ils ont choisi ce métier. Ils ont beaucoup de mal à comprendre que pour entraîner l'adhésion de leurs collaborateurs, il faut leur expliquer ce que l'on veut faire, comment on veut le faire, et quel est le rôle de chacun dans cette démarche-là.

Mais aujourd'hui c'est complètement différent. Les mathématiciens appartiennent à des laboratoires. Cela implique un secrétariat.

A condition que tout le monde prenne la peine de fixer des objectifs généraux. Mais c'est difficile pour un mathématicien de dire je vais démontrer ceci le mois prochain ou l'année prochaine. Un physicien ou un biologiste pourra plus facilement dire « je vais m'intéresser à tel objet » et donc mobiliser son équipe autour de ses objectifs.

Tout groupe organise un séminaire, des congrès, des missions, des voyages. Ca peut très bien être expliqué et débattu. Mais sans porter un jugement. Ce n'est pas mon rôle de porter un jugement scientifique (même si, évidemment, j'entends beaucoup de choses). Il ne faut jamais empiéter sur le travail du chercheur, c'est-à-dire prendre position sur l'aspect scientifique. C'est d'ailleurs souvent là où notre rôle est difficile. Les mathématiciens, dans leur ensemble, sont pris par leurs recherches et délèguent parfois un peu trop leurs responsabilités. Des décisions pourraient être prises à la place des chercheurs. Cela génère une espèce de suspicion entre les chercheurs et le secrétariat.

Parlons un peu des carrières des ITA. Vous avez certainement beaucoup à dire sur ce sujet.

La mobilité est quelque chose que me tient beaucoup à cœur. Elle est extrêmement importante ; on ne devrait pas rester dans le même poste plus de dix ans. Elle devrait être obligatoire quand on change de corps. On ne peut pas progresser de la même manière si on reste trente ans dans le même laboratoire. C'est extrêmement néfaste. Personne n'est indispensable et je le prouve : je suis restée vingt ans à Bourbaki et Bourbaki continue à fonctionner d'une façon extraordinaire. Je suis partie de la SMF et ça fonctionne très bien actuellement : la SMF est très active, édite des revues, a d'autres activités d'édition. Cela c'est très bien développé. Si je partais de l'IHP, ça serait la même chose. Dans ma carrière, j'ai fait trois métiers différents. Cela demande un effort, mais je suis très contente de l'avoir fait. Si les mathématiciens ne m'avaient pas poussée, je ne l'aurais peut-être pas fait.

Avez-vous le sentiment que les mathématiciens vous ont aidée dans votre carrière au sens strict, pour obtenir des promotions, ou est-ce qu'ils y étaient complètement indifférents ?

Les bourbakistes étaient très sensibles à ce genre de question.

Comment vivez-vous le déroulement des carrières, les promotions ?

Il y a très peu de postes en mathématiques. On a du mal à passer les échelons, ou à changer de corps. Il y a à peu près quarante personnes qui sont promouvables de IE (ingénieur d'étude) à IR (ingénieur de recherche). J. Oesterlé a passé un temps fou à faire mon dossier de promotion IR. Je me renseigne pour savoir combien de postes étaient attribués au secteur. La réponse ? Zéro ou un. C'est lamentable. Un directeur se motive, prend du temps pour faire un dossier alors que de toute façon ça ne sert à rien. Je n'aime pas prendre le temps d'un chercheur, car mon but au contraire c'est de lui éviter de perdre du temps administrativement. Je suis catastrophée. Un autre exemple : il y a un concours interne qui se prépare en ce moment pour passer de IE à IR. J'ai des collègues qui le préparent depuis des années et des années et qui ne l'obtiennent pas. Cette année on a un poste. C'est dramatique. Il faudrait essayer de se battre.

Vous pensez que les ITA mathématiciens, je veux dire travaillant dans des laboratoires de mathématiques, sont moins bien traités ?

Ah oui ! Certainement, parce que nous ne faisons pas le poids. Nous sommes en concurrence avec l'INIST⁶ de Nancy, qui pèse lourd sur notre branche d'activité professionnelle (BAP)

Pourquoi avec l'INIST ?

Tout ce qui concerne l'information, la documentation, les bibliothèques, les secrétariats de rédaction etc. est rattaché à la BAP IV C'est un fourre-tout très vaste. On se retrouve avec des photogreveurs, des cartographes. . .

Comment sont constitués les jurys ?

On me demandait souvent de faire partie des jurys, de façon bénévole. Mais à partir du moment où il y a eu une indemnité, on ne m'a plus jamais demandé. J'ai vraiment l'impression que les concours, les jurys, sont entre les mains d'un petit groupe.

Quelle importance cela a-t-il ?

Si des ingénieurs du secteur SPM participent à des jurys, ils connaissent bien les contextes dans lesquels les concurrents travaillent et donc peuvent les défendre efficacement

⁶ Institut national de l'information scientifique et technique.

Des enseignants-chercheurs, mathématiciens, dans ces jurys, il y en a très peu ?

Pratiquement pas. C. Houzel en a fait partie quand il était à la SMF. Mais je ne sais pas si beaucoup des mathématiciens sont sollicités. C'est vrai que ce n'est pas très intéressant. Mais il faudrait qu'ils rentrent dans ces structures de façon à défendre leur personnel. Nous avons un peu l'impression que, de facto, les mathématiciens ne défendent pas leur personnel autant qu'ils le pourraient. Il faudrait une prise de conscience parmi les mathématiciens et que cette prise de conscience aboutisse à ce qu'ils soient plus présents là où les décisions sont prises.

Est-il vrai que les ITA qui travaillent dans les laboratoires plutôt que dans les administrations (centrale ou déléguées) sont défavorisés ?

Il y a une trop grosse disproportion entre les évaluations de travail. Je vais être plus claire : dans les administrations déléguées du CNRS, par exemple Paris B, les personnels font 37h30 en pointant. Les mêmes personnels avec les mêmes grades, les mêmes salaires, affectés dans des universités ou dans des laboratoires, en sont parfois à 25 ou 30 heures maximum, avec 8, 9, 10, 11 semaines de vacances ! Il y a une trop grande disproportion. Là je suis complètement d'accord avec ce qu'Allègre dit. Mais du coup, on ne peut pas défendre du personnel dans ces conditions. Ici à la bibliothèque de l'IHP, j'applique la règle de la fonction publique ; c'est-à-dire 32 jours de congé par an. Cela nous a permis d'ouvrir la bibliothèque toute l'année. Nous n'avons pas fermé du tout l'été 1997 et nous ne fermerons pas l'été 1998.

Est-ce que le fait que les laboratoires de mathématiques sont des structures relativement légères est un handicap pour les ITA de ce point de vue ?

Les ITA en math ne se présentent pas dans les concours, parce qu'ils sont un peu écœurés. Ou alors ils se sont présentés une fois mais pas deux. Pourquoi ? Laissez-moi vous donner un exemple. Au moment du concours, ils ne peuvent pas dire « je gère un laboratoire de tant de chercheurs, j'ai tant de millions à gérer, j'ai une délégation de signature ». A partir d'assistant ingénieur, il est normal d'avoir une délégation de signature.

Sinon le jury voit cela comme un signe de manque de confiance.

Exactement. Et cette situation est injuste. En définitive le personnel est en général dévoué. Je ne dis pas ça de façon péjorative. Le plus souvent, dans les secrétariats, on a à faire à des gens solides, efficaces, des vrais professionnels. Ca mérite qu'il y ait un retour. Mais je ne sais pas comment on peut y arriver.

Je vous remercie.

Recherche mathématique et développement

Le rôle de la France¹

Claude LOBRY (CIMPA)

Il y a un peu plus de trois ans je suis entré dans un ordre mendiant. C'est du moins mon impression depuis que j'ai accepté la direction du CIMPA, le Centre International de Mathématiques Pures et Appliquées. En effet je sollicite en permanence des subventions auprès de « décideurs » divers avec qui je dois mener des discussions de marchand de tapis pour des sommes souvent ridicules. C'est une position très humiliante que j'essaie d'assumer consciencieusement mais qui engendre chez moi un fort sentiment de révolte quand j'observe le gâchis qu'entraîne la vision mesquine et à court terme qui m'est opposée : Restrictions de crédits, urgence, restructuration, faire mieux avec moins... Quelle France frileuse ! C'est pourquoi il m'arrive de rêver à ce que pourrait être une véritable politique pour le développement de la recherche mathématique dans les pays les plus pauvres. C'est ce rêve que j'essaie de préciser un peu dans cet article à partir de mon expérience et des vingt ans de savoir faire accumulé par le CIMPA. Il va de soi que les opinions que j'avance ici n'engagent que moi et pas du tout le CIMPA dont la politique est définie en assemblée générale et mise en œuvre par son conseil d'administration.

Existe-t-il une « recherche pour le développement » ?

La nécessité d'aider les pays les plus pauvres à développer leur recherche ne tombe pas sous le sens. En effet il semble que le devoir des nations riches soit en priorité d'aider les nations pauvres à lutter contre les fléaux qui les accablent et l'idée de consacrer à la recherche ne serait-ce qu'une infime partie des moyens disponibles, semble sacrilège. Combien de fois, n'ai-je pas obtenu une réponse qui, expurgée de la rhétorique que la courtoisie impose, peut se résumer ainsi : « Des subventions pour soutenir la recherche mathématique dans les pays en développement ! Mais vous voulez rire. Nous avons bien d'autres urgences, l'alphabétisation dans les campagnes, le paludisme, la malnutrition et maintenant le SIDA ! Vous pensez bien que nos maigres ressources nous n'allons pas les gaspiller dans des danseuses pour pays riches ».

« Recherche Mathématique et Développement ». S'agit-il de recherches mathématiques dont la finalité serait de résoudre des problèmes directement liés au développement ou bien du développement de la recherche mathématique dans les pays pauvres ? Ce sont ces deux aspects de la question qui sont abordés ici. Si le point de vue que j'avance va à l'encontre de quelques idées reçues il n'est pas pour autant original. Il est développé avec force dans l'ouvrage « La république a-t-elle besoin de savants » de messieurs Michel Dodet, Philippe Lazar et Pierre Papon (Science Histoire et Société PUF). Je n'ai fait qu'appliquer leurs idées à la situation spécifique des mathématiques.

¹ Cet article est une version résumée d'un article dont le texte complet peut-être consulté sur le serveur de la SMF <http://smf.emath.fr>

D'une manière générale existe-t-il une recherche particulière pour le développement, si oui quelle y est la place des mathématiques ? En fait la question s'insère dans une question plus vaste qui est tout simplement celle du concept de recherche finalisée. De nos jours tout projet de recherche doit s'inscrire dans une demande sociale précise et les sciences fondamentales ont dû apprendre à se présenter devant les bailleurs de fonds cachées derrière les grosses moustaches des « applications ». Savoir si cette situation est bonne ou mauvaise est un autre sujet mais je ne peux l'ignorer car elle induit des conséquences désastreuses dans le domaine qui m'intéresse ici, « la recherche mathématique et le développement ». En effet, appliquée à la question des pays en développement l'idéologie « utilitariste » se traduit par :

- les PED ont des problèmes de suffisance alimentaire, on crée des programmes de recherche agricole tropicale.
- les PED ont des problèmes de santé, il existe des programmes de recherche sur des maladies spécifiques.
- les PED ont des problèmes avec l'urbanisation galopante, des programmes de sociologie sont mis en place.
- etc.

Des programmes internationaux sont élaborés, des appels d'offres extrêmement finalisés sont lancés et des experts, au-dessus de tout soupçon, choisissent les meilleures équipes internationales, constituées à 90% de chercheurs du Nord.

Ce système ne peut pas fonctionner convenablement. En effet, si la question est une vraie question de recherche, alors nous savons bien que la réponse sera inattendue et interviendra dans un avenir indéterminé. C'est une pure escroquerie de faire croire qu'une réponse sera fournie dans un temps fixé. Mais s'il s'agit d'une question de société bien précise pour laquelle une décision doit être prise rapidement le problème n'est plus un problème de recherche mais un problème relevant de l'expertise. Toute la question est de pouvoir constituer une commission d'experts, à la fois compétents et dignes de confiance. Et c'est ici que le rôle de la recherche et des chercheurs est primordial. Seuls des chercheurs actifs, insérés dans le réseau informel de la recherche internationale peuvent proposer des noms de personnalités compétentes sur des questions particulières. Il n'est pas nécessaire qu'eux-mêmes soient spécialistes du problème, il suffit qu'ils ne soient pas trop éloignés de leur discipline et ils trouveront rapidement grâce à leur relations des pistes adéquates. Ce qui importe le plus c'est qu'eux-mêmes soient excellents dans leur domaine et de ce fait aient accès aux meilleures sources d'information. Ceci vaut dans les pays pauvres comme dans les pays industrialisés mais avec une acuité particulière.

En effet, toute question de société de quelque importance concernant un pays en développement a des implications économiques et politiques qui ne laisseront pas indifférents les pays industrialisés. On ne peut pas laisser à ces seuls pays le soin de constituer les commissions d'experts. Sans mettre en cause l'honnêteté individuelle des membres des commissions il est évident que ces dernières peuvent être constituées de manière à ce qu'elles soient porteuses de valeurs particulières, pour ne pas dire de préjugés.

On voit donc que la proposition de départ est complètement inversée. Il ne s'agit pas tant de faire travailler des chercheurs du Nord sur des questions

de recherche pour le développement, concept dont nous venons de constater qu'il est douteux, que d'aider des équipes de recherche du Sud à participer à part entière à des thèmes développés par la recherche internationale, qu'ils soient ou non directement liés au développement. Dans cette optique il est évident que la recherche mathématique, comme toute autre recherche, doit y être développée. Et pas nécessairement des mathématiques appliquées : Il vaut mieux une excellente équipe de théoriciens des nombres qui par ses relations saura facilement évaluer la compétence d'experts en mathématiques financières que de mauvais scientifiques cherchant sur des soi disant problèmes appliqués. Ce qui ne veut pas dire que de bonnes recherches dans des domaines appliqués ne soient pas les bienvenues !

Il existe d'autres arguments qui ne sont pas moins importants que celui que je viens de développer en faveur de l'aide à la recherche mathématique dans les pays pauvres, comme par exemple le lien entre la recherche et la formation dans les universités mais ils sont plus classiques.

Je terminerai cet argumentaire par l'idée que la connaissance en général, donc la connaissance scientifique, ne saurait être produite exclusivement par une seule partie de l'humanité, l'autre se contentant de profiter de ses bienfaits en citant l'éminent biophysicien brésilien Carlos Chagas Filho.

« La recherche fondamentale, est-ce bien nécessaire dans un pays sous-développé ? Ma réponse est très claire. Elle est impérative pour deux raisons. La première tient au fait que si nous ne faisons pas nous-mêmes cette recherche, nous allons tomber rapidement dans une dépendance technologique qui m'apparaît être l'une des formes les plus insupportables du colonialisme. La seconde est contenue dans l'idée encore mal perçue que la science fait partie intégrante de la culture et qu'elle ne saurait se développer en dehors d'elle. »

Les mathématiques dans le dispositif de recherche pour le développement

Puisque les mathématiques ont leur rôle à jouer dans un dispositif bien compris de « recherche pour le développement » voyons d'abord ce qu'il en est dans notre pays et ensuite nous réfléchirons à ce à quoi nous pourrions rêver.

Tous les laboratoires de mathématiques ont accueilli, accueillent ou accueilleront en thèse des ressortissants de pays en développement. Ces derniers bénéficient de bourses de la coopération française ou de leur pays. Quand ils retournent chez eux, ce qui est loin d'être toujours le cas, ils gardent un contact plus ou moins fort avec la maison mère. Pour financer des opérations de coopération avec les pays en développement les mathématiques disposent essentiellement de trois sources : des crédits de la DRIC qui finance, entre autres, l'action internationale des universités, des actions spécifiques du CNRS et de l'INRIA et de l'argent obtenu au coup par coup du ministère des Affaires étrangères et de celui en charge de la coopération. A ces financements il faut ajouter un organisme spécifique : le CIMPA, dont il sera question plus longuement un peu plus loin. La part de la France dans le budget du CIMPA, personnels inclus, est d'un peu moins de 2,5 MF par an. Je n'ai pas les éléments qui me permettraient

de chiffrer le total des subventions obtenues par les canaux mentionnés précédemment mais j'ai de bonnes raisons de penser qu'ils est au plus de l'ordre de grandeur du budget du CIMPA.

Rêvons maintenant. Pour commencer, puisque en mathématiques plus que partout ailleurs, il n'existe pas de recherche spécifique pour le développement, il n'est pas souhaitable d'avoir un organisme recrutant des personnels propres pour ce type d'activité. Donc pas d'institut recrutant des personnels. En revanche des individus peuvent être tentés par une activité partielle en direction de pays du Sud ou encore avoir envie de s'y consacrer à plein temps pendant quelques années. Actuellement les nombreux collègues intéressés² ne peuvent pas consacrer à cette activité le temps qu'ils souhaiteraient. Répondre à cette double exigence : ne pas avoir de « professionnel de la coopération » mais avoir des décharges de service, est très simple. Il suffit de créer dans les universités des postes dédiés à la coopération avec les pays du Sud. Sur un tel poste le département de mathématique recrute qui il veut selon ses propres critères, à charge pour lui de fournir l'équivalent d'un service au bénéfice de la coopération. Cela pourrait se faire dans le cadre d'un contrat de 4 ans où l'université prendrait la responsabilité d'une région et en fonction de la situation prévoirait divers types d'actions :

- organisation d'écoles de type CIMPA
- enseignements de maîtrise, DEA sur place
- organisation de séminaires régionaux
- gestion de bourses de séjour et de thèses en co-tutelle
- ...

Un budget de l'ordre de 1 MF par an pourrait être affecté à ce type d'activité. Avec une telle somme, il y aurait de quoi faire du bon travail ! Autour de ces postes et de ces budgets pourraient se constituer, comme dans le cas des IREM, des petits instituts³.

Il reste à imaginer une structure pour faire fonctionner tout ça. De quoi a-t-on besoin ? Surtout pas de bureaucratie. Les problèmes sont différents d'une région à l'autre, d'un pays à l'autre, il faut donc que chaque responsable de région ou d'opération ait la pleine responsabilité d'un budget significatif reconductible pendant plusieurs années consécutives. Donc pas de structure centralisée de programmation. Ce ne sont pas des commissions qui doivent programmer car les bonnes idées viennent de ceux qui sont au contact avec les réalités. La contre partie de cette grande liberté est un contrôle scientifique extrêmement rigoureux des actions. Pour cela il faut un conseil scientifique incontestable, dont la légitimité ne fasse aucun doute pour la communauté, qui ait notamment son mot à dire sur la qualité des chercheurs proposés pour les postes dédiés. Il existe suffisamment d'organismes ayant une forte légitimité : CNU, Commissions du CNRS ou INRIA, Académie des sciences, SMF, SMAI pour qu'il ne soit pas trop difficile d'imaginer ce que pourrait être un tel conseil. Enfin

² En 1996 et 1997 une centaine de collègues sont intervenus dans des manifestations du CIMPA.

³ Sans murs ni personnel propre dont les membres n'appartiendraient pas nécessairement à la même université. Le réseau qui autour de « FORMATH Vietnam » regroupe des collègues de Limoges, Nice, Paris, Toulouse est un bon exemple de ce que pourrait être ce genre d'organisme.

une instance de coordination et d'animation qui pourrait tout simplement être l'assemblée des personnels affectés sur les postes dédiés, un peu comme l'assemblée des Directeurs d'IREM. Il ne faut pas oublier non plus que les conditions de la coopération changent radicalement avec l'avènement du courrier électronique et d'internet. La quasi totalité des départements de mathématiques sont maintenant connectés, même dans les pays les plus pauvres. Le seul frein au développement est la volonté de certains États de contrôler la circulation des idées mais ils ne pourront s'y opposer indéfiniment.

Cela coûte combien ? Révons. Un poste dédié et son budget de fonctionnement représentent 1,5 MF. Les comptes sont faciles : 10 postes 15 MF, 20 postes 30 MF, 40 postes (à peu près un par département de mathématiques) 60 MF. J'ai oublié un peu de graisse pour le Mammouth (Agence comptable, réunions du conseil scientifique, des animateurs, maintenance du serveur) au plus quelques MF supplémentaires. Disons 80 MF en voyant large.

Il est clair que 80 MF représentent une grosse somme mais elle ne peut être appréciée que par comparaison à d'autres budgets. Une récente évaluation du G.I.S.AIRE Développement estime à 3 700 MF les sommes que la France consacre à la coopération scientifique avec les pays en développement. Que représentent 80 MF ? A peine plus de 2% ! Est-ce trop pour les mathématiques ? Au CNRS elles « pèsent » bien plus que cela. Non le coût de mon rêve n'est pas déraisonnable !

Ajoutons que ce rêve peut prendre corps progressivement, trois ou quatre postes pour commencer, puis de nouvelles créations en fonction des chantiers à ouvrir. Et puis si la formule révélait de graves inconvénients et qu'il faille l'arrêter les quelques postes acquis dans les université ne seraient pas perdus dans une discipline encore largement déficitaire. Donc on le voit, peu ou pas de problèmes institutionnels. Simplement la volonté d'accorder progressivement à la recherche mathématique pour le développement en coopération des moyens suffisants pour que la communauté mathématique puisse assumer sa mission dans ce domaine.

La France n'est pas le seul pays à pratiquer la recherche en coopération pour le développement et ne pas concevoir son rôle en relation avec les autres pays serait une erreur. Il existe aussi les organisations internationales, l'AUPELF-UREF dans le domaine de la francophonie, la Third World Academy of Science, des programmes européens. L'Union Mathématique Internationale de la Société Mathématique Européenne ont des programmes spécifiques. Mais venons-en à l'UNESCO dont je rappelle la signification du sigle : United Nations for Education Science and Culture Organisation. Il y a « Science » dans l'intitulé. L'UNESCO est une organisation prestigieuse qui n'agit pas au nom d'états et est donc à l'abri de tout soupçon de néo-colonialisme ou de visées exclusivement mercantiles. Malheureusement l'organisation est pauvre, surtout depuis que quelques écarts de gestion ont servi de prétexte à certaines nations pour ne pas payer leur cotisation. Une fois ses fonctionnaires rétribués il ne lui reste qu'un maigre budget. Finalement le dispositif des mathématiques pour l'UNESCO se réduit à pas grand chose : Une division des sciences avec un directeur, une sous direction des sciences dures avec une personne responsable des programmes de mathématiques, physique et chimie. Le budget des mathématiques est pour 1998 de 250 KF. Je dis bien MF, pas MF ! A cette somme il convient d'ajouter

les soutiens ponctuels accordés par les bureaux régionaux de l'UNESCO à des individus ou manifestations. Au total cela ne dépasse jamais quelques dizaines de MF par an.

Heureusement ce n'est pas tout. Il existe deux organismes, liés par leur histoire, qui œuvrent pour les mathématiques sous la bannière de l'UNESCO. Le centre Abdus SALAM de Trieste et le CIMPA. Le premier est un institut ayant ses murs à Trieste, fondé il y a 30 ans par le prix Nobel Abdus SALAM, il a un budget annuel de plus de 120 MF pour l'essentiel versés par l'Italie à l'UNESCO selon le système dit de « fonds mis en dépôts », c'est-à-dire une sorte de cotisation finalisée. Ce centre est dédié à la physique théorique et par extension à de nombreux aspects des mathématiques. Les mathématiques y représentent actuellement 20 à 30% de l'activité. En gros le centre fonctionne de la manière suivante :

- une activité scientifique permanente a lieu dans les locaux de Trieste animée par les professeurs permanents (à ma connaissance trois en mathématiques).

- des écoles de formation de plusieurs semaines sont organisées à Trieste chaque année.

- le statut de membre associé, accordé à des mathématiciens des PED, confère à son titulaire la possibilité de faire plusieurs séjours à Trieste, tous frais payés. Le membre associé bénéficie alors, en plus de la possibilité de suivre des enseignements, d'une bibliothèque, des commodités associées à l'ordinateur et de contacts. Cette formule est en train d'évoluer, le centre permettant à ses associés de faire des séjours ailleurs qu'à Trieste dans des laboratoires agréés.

- des centres affiliés. Ce sont des centres, dans des pays en développement, qui reçoivent un soutien financier sur une durée importante.

Le CIMPA a été créé il y a vingt ans. L'idée de ses promoteurs était celle d'un centre comparable à l'Institut Abdus SALAM, travaillant sous l'égide de l'UNESCO et dédié au mathématiques. Cela n'a pas été le cas. En dépit de tous les efforts de ses responsables successifs il n'a jamais été possible d'obtenir d'un gouvernement français la mise à disposition de l'UNESCO de fonds pour les mathématiques. Dans ces conditions le CIMPA a dû se contenter d'un simple lien contractuel avec l'UNESCO qui lui a versé chaque année une subvention qui a varié entre 300 MF et 125 MF, prise en général sur la dotation des mathématiques. Le reste de son budget de fonctionnement a été et continue d'être négocié chaque année, au coup par coup, auprès de bailleurs de fonds français : ministère en charge de la recherche, Affaires étrangères, coopération..., pour un montant global qui n'a jamais dépassé 2,5 MF, comprenant les mises à disposition de personnel et dans des conditions de précarité qui sont à l'origine d'une activité fortement en dents de scie. Son bilan est cependant remarquable puisque en vingt ans, une centaine d'écoles ont accueilli près de 3000 stagiaires de pays en développement. Ce bilan est à porter au crédit des centaines de collègues qui, pour des frais de mission calculés au plus juste et une rétribution symbolique, travaillent avec enthousiasme au succès des écoles et autres manifestations. Il faut ajouter 7 numéros d'un bulletin « Mathematics and Development » qui a publié jusqu'en 1984 des informations utiles comme des annuaires des mathématiciens des pays du Sud. Bien qu'animé principalement par des français le

CIMPA s'est toujours réclamé de l'UNESCO et la liste des conférenciers des écoles montre que les étrangers y ont toujours été présents de façon très significative.

Malheureusement en septembre 1998 l'avenir du CIMPA semble bien compromis. Les coups durs s'accumulent sur lui.

— la ville de Nice, dont on sait que l'actuel maire n'est pas précisément un « tiers mondiste », a récupéré la villa qu'elle mettait gratuitement à la disposition du CIMPA qui a dû déménager dans un local payant.

— le ministère des Affaires étrangères a fait passer de 400 à 300, 150 puis 0 MF sa subvention annuelle.

— la coopération française est en pleine réorganisation et l'existence d'un budget 1999 est loin d'être assurée.

— la DRIC qui est un des soutiens institutionnels important du CIMPA a vu son budget 1998 presque divisé par deux. Pourra-t-elle maintenir sa subvention au niveau actuel? Pourra-t-elle poursuivre son effort pour le CIMPA au même niveau?

— les contrôleurs financiers font de plus en plus de difficultés pour financer les associations.

Personne ne peut dire à l'heure actuelle si le CIMPA aura les moyens en 1999 de maintenir son activité. Sombre tableau!

Mais puisque le but de cet article est de rêver, rêvons à ce que pourrait être un CIMPA digne de ce nom. Il serait l'opérateur de l'UNESCO pour les mathématiques. Pour cela son conseil d'administration serait résolument international (ce qui n'est pas le cas actuellement, faute de moyens pour financer les réunions) et serait lié organiquement à l'UMI. Il aurait pour mission principale d'initier des actions dans des endroits stratégiques délaissés par la politique étrangère des nations et aurait la responsabilité de produire et de faire circuler en permanence toutes les informations intéressant les mathématiciens des pays pauvres. Pas de personnel permanent, juste un délégué général déchargé de tout souci de budget et gestion financière, un secrétariat et des correspondants un peu partout dans le monde, un conseil scientifique international définissant les orientations et évaluant les programmes. Si l'on en juge par ce que le CIMPA a produit avec des moyens ridicules, entre cinq et dix millions de francs par an seraient suffisants pour faire fonctionner auprès de l'UNESCO un outil remarquable. La France pourrait déléguer cette somme à l'UNESCO, sa place éminente dans la recherche mathématique lui en impose en quelque sorte le devoir. Elle en retirerait un bénéfice moral sans commune mesure avec le coût consenti. Et si finalement la France devait ne pas assumer ses responsabilités vis-à-vis du CIMPA ce dernier vivra malgré tout et d'autres pays feront ce que nous n'avons pas su faire.

En guise de conclusion, des raisons d'espérer

Les difficultés actuelles du CIMPA et la faiblesse de la présence des mathématiques dans le dispositif de coopération française ne doivent pas faire oublier l'essentiel qui, lui, est extrêmement encourageant. Jamais la cause des mathématiques pour le développement n'a été aussi populaire en France.

La commission française pour l'UNESCO, dans sa commission des sciences, a pour la première fois depuis longtemps deux représentants mathématiciens. Ils

font un travail considérable. Grâce à eux le dossier CIMPA a été l'objet d'une attention toute particulière et le Directeur Général Federico Mayor a fait à la France des propositions intéressantes qui malheureusement n'ont pas reçu à ce jour une réponse au plan politique convenable, c'est-à-dire celui de ministres. L'Académie des sciences, s'est penchée sur le CIMPA et a adopté une résolution en faveur de son développement. Des liens plus étroits entre l'UMI et le CIMPA sont en train de se nouer.

La tutelle de la recherche pour les mathématiques MENRT considère depuis plusieurs années le dossier coopération comme prioritaire. Des efforts considérables sont faits pour trouver un cadre réglementaire convenable à cette activité. La conférence des présidents d'université réfléchit à un dispositif de postes dédiés à la coopération avec les pays en développement qui pourraient être créés dans les universités. Sous l'impulsion de son nouveau président l'ORSTOM⁴ va développer de plus en plus son action en coopération avec les universités, ce qui ne peut qu'être favorable aux mathématiques. Un groupement d'intérêt public incluant l'ORSTOM les universités et d'autres organismes est à l'ordre du jour. Enfin le dispositif de la coopération scientifique française est en train de vivre une réorganisation fondamentale. Toutes ces évolutions sont propices à une réévaluation de la place des mathématiques. A condition que nous sachions saisir l'occasion.

Le rayonnement des mathématiques françaises est immense dans le monde. Notre communauté mathématique est forte de nombreux enseignants chercheurs renforcée par de nombreux savants étrangers qui devant quitter leur pays trouvent ici une terre d'asile. Les mathématiciens français ont toujours su soutenir leurs collègues victimes de mesures arbitraires, emprisonnés. Alors comment se fait-il que les dirigeants de la France, qui ont le souci de la présence de notre culture, n'aient pas encore compris que pour une somme ridiculement petite notre pays pourrait accroître considérablement son prestige? Et, bien plus que le prestige comment ne pas voir que les amitiés que nous pourrions ainsi nouer seraient la meilleure assurance que nous pourrions laisser à nos enfants pour affronter les crises majeures qui se profilent à l'horizon?

Mais ne sommes-nous pas, nous mathématiciens, responsables de cet état des choses? Les hommes politiques ne prennent en compte que les opinions qui s'expriment. Avons-nous fait toute la publicité qui convenait autour de nos activités en coopération? Avons-nous valorisé convenablement notre bilan dans ce domaine? Avons-nous tapé du poing sur la table chaque fois qu'il était nécessaire? Avons-nous approché suffisamment les ministres, le président de la République sur cette question? Notre communauté ne manque pas de personnalités à l'autorité morale incontestable, se sont-elles suffisamment exprimées? Il faut des décisions politiques, donnons-nous les moyens de hisser le problème à ce niveau.

⁴ Le sigle ORSTOM désigne l'Office de Recherche Scientifique pour les territoires d'Outre Mer qui existait au temps de la colonisation française. L'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération qui a pris la suite de cet organisme en a gardé le sigle.